



HAL
open science

Critique de la notion de mobilité sociale : problèmes d'industrialisation et de mobilité professionnelle.

Christiane Barrier

► **To cite this version:**

Christiane Barrier. Critique de la notion de mobilité sociale : problèmes d'industrialisation et de mobilité professionnelle.. *L'Année Sociologique*, 1961, 1961, pp. 446-457. hal-00979736

HAL Id: hal-00979736

<https://hal.science/hal-00979736>

Submitted on 24 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Bibliothèque de
Philosophie Contemporaine
Fondée par Félix ALCAN*

L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE

FONDATEUR : ÉMILE DURKHEIM

EXTRAIT
du VOLUME 1961

*Presses Universitaires
de France*

SEPTIÈME SECTION

SOCIOLOGIE DU TRAVAIL

par P. NAVILLE

avec la collaboration de D. LAHALLE

I. — CRITIQUE DE LA NOTION DE MOBILITÉ SOCIALE

PROBLÈMES D'INDUSTRIALISATION
ET DE MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

par C. BARRIER

- S. M. LIPSET et R. BENDIX. — *Social Mobility in Industrial Society*. — Berkeley and Los Angeles, 1959, 309 p.
- H. MENDRAS. — *Sociologie rurale*. — Paris, Les Cours de Droit, ronéo, 1956-1957, 282 p.
- A. GIRARD. — *Développement économique et mobilité des travailleurs*. — Paris, I.N.E.D., 1956, 158 p.
- S. MOSCOVICI. — *Reconversion industrielle et changements sociaux*. — Paris, Colin, 1961, 320 p.

Autant d'auteurs, autant de significations données au terme de mobilité sociale. Lipset, A. Girard, H. Mendras, S. Moscovici, voici quatre noms, pour nous en tenir à ceux-ci, et quatre manières d'envisager la mobilité sociale. Sans accorder les mêmes développements à chacun de ces auteurs nous allons essayer d'identifier chaque ordre de phénomènes auxquels ils se réfèrent et d'en dégager une cohérence.

Les processus d'urbanisation et d'industrialisation favorisent la mobilité dite « verticale », les fluctuations ascendantes et descendantes dans une échelle sociale fondée surtout sur les différences de catégories professionnelles ; telle est la thèse qui n'est plus contestée depuis les travaux de Lipset et Bendix.

Les migrations rurales, la création d'emplois nouveaux qui obligent les enfants à choisir une profession ou un métier différents de ceux des parents, constituent assurément des formes de

mobilité géographique et professionnelle, mais est-il légitime de les concevoir suivant des modèles d' « horizontalité » ou de « verticalité » ? Reprenant l'échelle généralement utilisée dans les études de la mobilité inter-génération, Lipset et Bendix considèrent comme une montée le passage de l'état de cultivateur à celui d'ouvrier ainsi que celui de l'état d'ouvrier à celui d'employé (ils mentionnent pour divers pays l'échelle suivante : 1^o *Farm* ; 2^o *Manual* ; 3^o *Nonmanual*). Voilà une gradation qui ne correspond pas nécessairement à celle des revenus, ni même à celle du pouvoir ou du prestige. Pourquoi d'ailleurs serait-ce une gradation ? C'est une distinction qui reflète celle que l'on fait entre secteur primaire, secondaire et tertiaire ; à l'origine elle n'eut qu'une valeur comptable, pourquoi se trouverait-elle avoir maintenant une valeur sociologique ?

On trouve, du reste, des auteurs qui fondent la différenciation sociale sur d'autres critères, tout en faisant leurs les images de verticalité et d'horizontalité, et qui avancent que l'industrialisation a, au contraire, tari la mobilité « verticale » (au profit d'une mobilité « horizontale »). C'est ce qui ressort de divers travaux, en particulier de ceux d'Henri Mendras. Loin de former une classe uniforme, la paysannerie était jadis extrêmement stratifiée et diversifiée. En se rapportant aux recherches de Marc Bloch, du géographe Étienne Juillard et aux siennes propres, Mendras précise que l'on pouvait distinguer, au xviii^e siècle et jusqu'à la moitié du xix^e, deux strates chez les paysans de Lorraine, quatre chez ceux de la Basse-Alsace et, jusqu'à une époque récente, six chez les ruraux des Causses. La rigidité et la permanence de ces structures sociales favorisaient la mobilité verticale des individus. (On retrouve chez Mendras, cette idée soutenue depuis longtemps, et rapportée par Lipset et Bendix aussi, d'une corrélation entre la rigidité des structures et la mobilité verticale des individus.) Le passage d'un strate à l'autre était aisé si l'on savait profiter de la conjoncture. Il était fréquent, par exemple, qu'un fils de journalier devienne métayer, puis régisseur d'un grand domaine, et, lui-même ou son fils, propriétaire. Les mariages accélèrent encore les « ascensions » ou les « régressions » sociales. Une, deux ou trois générations pouvaient suffire à faire gravir à une famille tous les échelons de la hiérarchie locale.

Actuellement — toujours selon Mendras — il n'y a plus de mobilité verticale possible au sein de la paysannerie ; la mobilité se produit horizontalement d'une couche de la paysannerie vers une autre couche équivalente de la société globale : les fils de journaliers devenant ouvriers, ceux des riches propriétaires fonciers ou des gros fermiers accédant, par exemple aux professions libérales. (Lipset et Bendix verraient là une *ascension*.)

A très juste titre pourtant, l'exode du paysan vers l'usine peut ne pas être considéré comme une promotion sociale, et même, en bien des cas, faire figure d'une régression.

On conçoit ainsi que la notion de mobilité « verticale » ou « horizontale » soit difficilement maniable, qu'il soit encore plus difficile de comparer les taux de mobilité (*verticale* ou *horizontale*) à diverses époques, alors que les hiérarchies n'y sont point homogènes.

En réalité, il n'y a point contradiction entre Lipset et Bendix et Mendras. Les uns et l'autre ne parlent pas de la même chose. Les premiers considèrent la mobilité des individus dans des sociétés aux structures toujours mouvantes, où se produisent migrations, créations d'activités nouvelles et disparition d'anciennes ; le second envisage la mobilité des individus dans des sociétés sédentaires par excellence, aux structures très stables.

Il ne faut point confondre la mobilité des individus (pouvant provenir des motivations, des capacités particulières à chacun), avec celle des structures qui les portent, même si dans les faits ces deux ordres de phénomènes sont inséparables. Souvent, en effet, la mobilité individuelle n'est qu'une apparence ; le « moteur » du mouvement réside moins dans les individus que dans les changements globaux de structures. Il y a une mobilité des individus et une mobilité des structures.

Lipset et Bendix ont confondu ces deux ordres de faits. En dépit de cette confusion, ils ont le grand mérite d'attirer l'attention sur les processus de dé-structuration et re-structuration des rapports sociaux liés à ceux de l'urbanisation et de l'industrialisation, disons au développement ou à la diminution de la productivité.

Comment donc le développement technico-économique entraîne-t-il *ipso facto* une plus grande mobilité professionnelle des individus et de plus rapides changements dans les structures ? Les images de verticalité et d'horizontalité éclairent-elles ces deux types de « mouvements » ?

Dans une société où la productivité croît rapidement, où se gonflent le secteur secondaire puis le secteur tertiaire, chaque branche d'activité s'installe dans une reconversion quasi permanente. (Par reconversion, entendons toute adaptation d'un ensemble productif — entreprise, industrie, etc. — à un changement, qu'il soit d'origine exogène ou endogène.) Le rythme des reconversions doit en effet s'accélérer en même temps que celui de l'augmentation générale de productivité sous peine de voir s'installer des différences trop grandes entre les diverses branches d'activité, des « crises » plus ou moins localisées ou généralisées.

Les crises n'apparaissent telles assurément que pour les

individus qui les vivent. Par elles-mêmes, elles ne changent peut-être rien à la nature même de l'évolution sociale (c'est un problème qui reste à éclaircir), mais elles permettent de saisir sur le vif les raisons et les mécanismes du changement. Elles constituent d'ailleurs des phénomènes complexes qu'il ne peut être question d'analyser ici. Du point de vue qui nous occupe — et qui n'est pas économique mais sociologique — soulignons deux de leurs caractéristiques : 1° elles apparaissent à la suite d'un déséquilibre entre les divers éléments sociaux ; 2° et par suite d'un manque de rapidité de réaction de chacun de ces éléments en fonction des autres. Ainsi en France, crise du logement, crise de l'enseignement et de l'équipement scolaire, crise morale de la jeunesse, voire crise dans la paysannerie, dans les départements sous-développés... se tiennent. Il est impossible de résorber une seule de ces crises si l'on ne résorbe toutes les autres dans le même temps.

Ces multiples « crises » enseignent plusieurs choses : 1° qu'à partir du moment où un rapport social se modifie (le taux d'accroissement démographique, par exemple, pour reprendre l'exemple de la France) tous les autres se modifient en chaîne ; 2° que plus une société devient complexe, plus les risques de déséquilibre, de disfonctionnement, de « crises », s'accroissent, et plus les coordinations, les communications doivent être rapides et précises ; 3° que l'équilibre sera d'autant mieux garanti que chaque rapport social pourra se modifier en même temps que chaque autre et que l'ensemble. La souplesse des structures sociales ainsi que les facultés d'adaptation des individus facilitent les évolutions sans crises.

Mais que les transformations sociales se produisent de manière « traumatisante » ou que les réajustements se fassent progressivement et harmonieusement, le « changement perpétuel » devient inévitable dans les sociétés développées. Reprenons le cas de la France : même en faisant abstraction de la poussée démographique et des multiples déséquilibres qu'elle a amenés, on remarque que bien d'autres facteurs suffisent à modifier continuellement et graduellement la structure de l'emploi, la répartition de la population et à provoquer ainsi des courants de mobilité (au sens de mobilité géographique et professionnelle) parmi les individus ; il est évident que ces courants ne touchent qu'une faible fraction de la population totale. Parmi ces facteurs de changements structurels et de mobilité individuelle, les facteurs économiques et techniques jouent assurément un rôle prépondérant. Citons l'extension des marchés (Marché commun) qui empêche de déterminer une fois pour toutes des rythmes et des volumes de production, l'abrégement de la vie des produits

qui nécessite l'installation de systèmes productifs plus fréquemment renouvelés, le développement de certaines branches (chimie) qui crée un appel de main-d'œuvre, les progrès techniques qui font disparaître certains métiers et en créent d'autres, les remplacements d'une source d'énergie par une autre qui modifient tous les procédés de travail, etc.

Les facteurs économiques ne jouent pas le même rôle de dé-structuration et re-structuration des rapports sociaux suivant qu'il s'agit d'une économie en expansion ou en récession. Les études d'Alain Girard et de Serge Moscovici permettent d'illustrer les divers changements structurels qui peuvent survenir dans une conjoncture économique d'expansion ou de récession.

L'étude de Girard concerne un secteur en recul, les charbonnages (fermeture de certains puits qui a entraîné les Charbonnages de France à essayer de déplacer des mineurs des Cévennes et d'Aquitaine vers la Lorraine, des mineurs de l'Ouest du Nord-Pas-de-Calais vers l'Est du Bassin...) et plusieurs secteurs en expansion : sidérurgie, S.N.C.F., Gaz de France, Renault, Citroën et autres entreprises privées. Récession, expansion, décentralisation, autant de phénomènes qui se traduisent par des transferts, des mutations, des changements de métiers...

Pour A. Girard, le terme de mobilité a une signification non équivoque : il signifie le plus généralement un déplacement géographique, et quelquefois un changement de métier, d'emploi, d'affectation ; il concerne toujours les individus et jamais les modifications de structures.

La S.N.C.F. fournit un excellent exemple de mobilité géographique et professionnelle concomitante à une évolution technico-économique, de *reconversion industrielle* harmonieuse sans effets « traumatisants ».

L'électrification du rail (à quoi il faut ajouter une meilleure rationalisation des services, et des regroupements d'installations) a posé d'importants problèmes à la S.N.C.F. parce qu'elle entraînait une importante réduction des effectifs. Les licenciements auraient créé du chômage, des grèves. La crise a pu être évitée par des mesures appliquées avec discernement, en tenant compte, chaque fois, des cas individuels : mises à la retraite anticipées et arrêt du recrutement, réduction du nombre des apprentis, transferts de main-d'œuvre (opérés avec l'acquiescement des individus et des familles transférés d'un dépôt à un autre), transferts de travaux aussi — de réparations notamment — transferts de métiers rendus possibles grâce à des stages de formation pour les nouvelles spécialités. La S.N.C.F. « s'oriente en outre de plus en plus vers le principe de la *polyvalence* qui donne plus de souplesse dans l'organisation du service et permet

de réduire au minimum les mutations de personnel, quelle que soit l'évolution des techniques ». *Polyvalence et transferts de main-d'œuvre apparaissent comme une garantie de stabilité de l'emploi dans une même entreprise.* Cette politique est d'ailleurs appliquée aussi dans des entreprises privées qui — sur une moins grande échelle — tiennent à conserver des effectifs constants et surtout à ne pas recourir aux licenciements.

La reconversion technique de la S.N.C.F. se traduit donc par une compression des effectifs, une nouvelle répartition géographique de la main-d'œuvre (l'importance relative des dépôts n'étant pas la même), et une nouvelle répartition des agents dans les diverses spécialités. La mobilité (géographique et professionnelle) des individus n'est qu'un aspect de ces changements de répartition, de la disparition et de la création de certaines catégories professionnelles. On voit que les images de *verticalité* et *d'horizontalité* ne peuvent rien traduire dans un cas semblable. A. Girard n'a d'ailleurs pas jugé utile d'y recourir.

Voici un exemple de reconversion permanente, progressive et « réussie » en ce sens que les situations de « crise » sont évitées. Sans doute, si une révolution aussi totale que la disparition du rail et le recours aux transports aériens se produisait, les mesures pratiquées ces dernières années par la S.N.C.F. s'avéreraient insuffisantes, mais des programmes à long terme permettraient peut-être néanmoins d'éviter les crises.

Bien différemment peuvent s'opérer les reconversions, en particulier si elles touchent un secteur économique en recul où elles peuvent aisément prendre un aspect de *traumatisme social*. C'est ce type de reconversion qu'a étudié Serge Moscovici, dans une intelligente thèse.

S. Moscovici ne se limite pas à étudier les effets de la reconversion à travers une branche d'industrie mourante et qui essaie de se reconvertir (la chapellerie), il les étudie aussi à travers toute la communauté vivant de cette industrie, mettant ainsi en lumière l'interdépendance de tous les rapports sociaux. Il s'attache surtout à montrer comment la modification de ces rapports sociaux est perçue et ressentie par les individus de la communauté étudiée, sans expliciter la distinction entre changements de structure et mobilité individuelle.

On a vu ce que signifiait la mobilité individuelle pour Mendras et A. Girard. Chez S. Moscovici, cette notion ne se dégage pas clairement. Son étude renvoie aux changements dans les rapports sociaux par-delà leur reflet dans l'opinion. Il a étudié une crise localement circonscrite à la Haute-Vallée de l'Aude et le remède — très insuffisant — que l'on a essayé d'y appliquer et qui, au total, semble avoir échoué.

En réalité l'origine de la crise est double et lointaine : crise agricole et crise dans l'industrie d'appoint. On voit la région souffrir de la crise générale de l'agriculture ; mais il s'agit d'une région de polyculture et de vignoble, et la vigne qui fit la prospérité du pays est devenue l'un des produits agricoles les moins rentables. Là plus qu'ailleurs l'industrie devrait se développer ; or l'industrie régionale (la chapellerie) se meurt et a trop attendu pour essayer de se renouveler.

Normalement on devrait voir la population audoise passer d'un mode de vie communautaire, rural ou artisanal (caractérisé par la confusion des rôles tenus dans le travail, dans la famille, dans les loisirs, où les rapports sont toujours personnels, où chaque membre de la communauté entretient des rapports avec tous les autres, où la puissance s'incarne toujours dans un homme...) à un mode de vie urbain (où les rôles sociaux « éclatent » et se distinguent nettement — la vie de travail ne s'identifiant plus ni à la vie de famille ni à celle des loisirs — où les rapports inter-humains sont vécus sur un mode anonyme et impersonnel). Mais comment ce passage se ferait-il puisque la ville ne peut offrir de travail à ses habitants (1) ?

Néanmoins, à partir d'un assez faible changement dans l'industrie régionale (changement considéré à la fois comme cause et conséquence de l'évolution régionale), on voit se modifier de proche en proche, à la manière dont se propagent les ondes, toutes les relations sociales de la Vallée : rapports interpersonnels, style des relations patrons-ouvriers, comportements de loisirs, vie de famille... « Les répercussions du changement ne s'arrêtent pas à la porte de l'usine. » L'insuffisance des solutions purement « techniques » est manifeste : la reconversion de quelques entreprises n'a pas suffi à « reconvertir » la communauté entière, à lui apporter d'emblée les ressources, le mode de vie, les représentations qui lui donneraient une nouvelle cohérence. C'est pourquoi ce livre peut, ou justifier en partie, ou condamner en partie, la tentation de transposer en sociologie la théorie léwinienne de la totalité dynamique.

Ce que la population audoise attend d'une reconversion économique, elle ne le sait pas clairement ; elle voudrait retrouver des ressources, un niveau de vie qui lui assurent une sécurité, une aisance comparables à celles de jadis (quand la chapellerie était prospère) ; mais comment cela pourrait se faire, elle l'ignore ;

(1) Pour les centres chapeliers eux-mêmes, une adaptation est nécessaire ; il s'agit de passer d'un style de relations de type artisanal à des relations de type industriel. Ce sont les ateliers artisanaux (mégisseries, textiles du XVIII^e siècle puis chapelleries au XIX^e), qui ont fourni les modèles dont vivent encore les grosses communes de l'Aude.

comme elle ignore à quels moyens les responsables locaux envisagent de recourir (les moyens d'information de masse — trop centralisés — se soucient peu d'informer la population de cette vallée lointaine sur ses propres problèmes ; il faudrait qu'ils participent, eux aussi, à la reconversion, pour que la population puisse y prendre part).

Les remèdes effectivement envisagés par les autorités locales (patronat avec l'appui des syndicats et avec l'aide financière de l'État, administration) sont étroitement limités aux entreprises de chapellerie. L'industrie chapelière est caractérisée par des crises périodiques, mais à partir de 1950, on s'aperçoit que ce n'est plus une crise habituelle comme les autres, c'est *la crise*. L'émigration vers d'autres départements s'accélère. Plusieurs entreprises ont dû fermer. Les ententes entre celles qui ont résisté ne constituent pas un remède suffisant puisque les chapeaux ne se vendent plus.

Les entreprises subsistantes vont chercher de trois manières différentes à reprendre une activité : en rompant totalement avec les traditions chapelières, en essayant de renouer avec ces traditions, en adoptant une position intermédiaire.

On peut considérer que les « ondes » qui vont ébranler la vie traditionnelle de la Haute-Vallée partent d'un centre unique : l'usine nouvelle Delrieu qui a rompu toute attache financière et technique avec les anciennes chapelleries et repart sur des bases radicalement neuves. L'ancienne chapellerie dont elle prend la place a fermé un certain temps. Quand l'usine rouvre ses portes (les rumeurs les plus invraisemblables ont circulé sur ce qui se préparait), le personnel embauché ne voit plus trace de chapeaux ni du matériel de la chapellerie, les bâtiments eux-mêmes ont changé d'aspect. On fabrique des panneaux stratifiés en matière plastique, pour le compte d'une puissante société qui n'avait pas d'implantation dans la région. Le travail est organisé par les Bureaux d'Étude suivant les méthodes modernes les plus rigoureuses, tandis que dans la chapellerie, l'organisation se faisait « sur le tas », à la bonne franquette. Et surtout, les hommes sont nouveaux et étrangers à la région ; le directeur, les ingénieurs, les techniciens sont envoyés par la société ; les relations que le personnel pourra entretenir avec eux sont fondamentalement changées : ils n'adresseront pas la parole aux ouvriers, ignoreront tout de leur vie privée et familiale ; pour soumettre une demande au « patron », le personnel devra passer par la voie hiérarchique et bureaucratique. Ce mode *indirect* de relations n'entame pas par lui-même la qualité des rapports patrons-ouvriers, qui ne sont pas plus mauvais chez Delrieu que dans les autres entreprises de la région, au contraire ; mais il

constitue un point stratégique très important dans l'évolution des rapports entre le patronat local et les ouvriers de la communauté audoise. Et ceci malgré la tactique d'embauche de l'usine Delrieu qui, en dépit du chômage aigu, ne s'adresse pas aux anciens professionnels de la chapellerie et préfère recruter des ouvriers-paysans des campagnes environnantes ou des étrangers. C'est elle qui distribue les plus hauts salaires de la région et assure le plus d'heures de travail.

Les deux autres entreprises qui font un essai de rénovation conservent, pour l'essentiel, les hommes, les techniques, les méthodes de travail du passé. Le style des relations interpersonnelles, des rapports patrons-ouvriers n'est pas fondamentalement modifié ; il reste « direct ». L'une d'elle, l'A.P.R.O.C.F.I., issue de groupement de plusieurs petites chapelleries, se contente d'un assainissement financier et commercial. L'autre, la S.F.C., la plus grande entreprise de chapellerie de la région (1 000 travailleurs) continue à fabriquer des chapeaux suivant les méthodes anciennes et fabrique, dans quelques ateliers seulement, des casques de motocyclistes puis, après ce nouvel échec, des tôles ondulées en matière plastique. Les tâtonnements et les hésitations de la direction, la situation de travail confuse (les ouvriers se demandent s'ils sont encore ou non dans la chapellerie), contribue à entretenir l'inquiétude du personnel.

Aux trois « méthodes de reconversion » correspondent des attitudes du personnel significativement différentes (1). D'une manière générale, les ouvriers de Delrieu semblent marquer le plus haut niveau de satisfaction (ce sont eux aussi qui touchent les plus hauts salaires et font le plus d'heures de travail).

C'est par l'intermédiaire de l'usine de matières plastiques Delrieu, que l'on voit le plus nettement se rompre les attaches avec les normes traditionnelles de la communauté. Cette entreprise est devenue une institution individualisée avec ses buts particuliers, étrangers à ceux de la communauté ; elle forme un système autonome par rapport à la vie locale. Mais à partir du moment où les rapports sociaux et « le style » des relations humaines s'y définissent sur des bases nouvelles, sans aucun lien avec les coutumes artisanales de la chapellerie, les représen-

(1) Les rapports patrons-ouvriers sont considérés comme bons et personnels dans les petites chapelleries (A.P.R.O.C.F.I.), bons mais impersonnels chez Delrieu, mauvais et impersonnels à la S.F.C. C'est chez Delrieu que l'entente avec les cadres et la maîtrise est considérée comme la meilleure ; dans les petites chapelleries les rapports avec la maîtrise sont considérés comme n'ayant pas grande importance. La rivalité entre ouvriers est plus fréquente parmi les chapeliers (payés aux pièces et manquant de travail), qu'aux matières plastiques (salaires à l'heure).

tations et les attitudes collectives dans les petites villes de la Haute-Vallée, se trouvent peu à peu bouleversées.

Ceci apparaît spécialement à travers les interviews où les enquêtés évoquent les fêtes (la Saint-Michel) du passé. Autrefois, paraît-il, tout le monde (patrons, ouvriers, commerçants) fraternisaient et participaient aux mêmes réjouissances ; les attitudes à l'intérieur de la communauté étaient monolithiques. Aujourd'hui, les comportements et les réactions semblent se dessiner comme des comportements et des réactions « de classe ». Les nouveaux dirigeants vivent dans leur sphère propre et ne participent pas aux difficultés ni aux réjouissances de la Vallée. La mobilité verticale proprement dite, au sens où l'entend Mendras, paraît tout à fait tarie (mais Moscovici ne s'attarde pas à analyser ce phénomène). Autrefois, on avait vu des contremaîtres devenir propriétaires de leur propre usine. Ceci paraît tout à fait impossible aujourd'hui.

Comment s'instaurent ces comportements et attitudes « de classe » ? En partie, certainement, parce qu'ils se précisent à l'intérieur de l'usine nouvelle Delrieu. Comme il s'agit de la seule usine de la région qui ait vraiment « réussi » sa reconversion et qui puisse assurer du travail, il semble normal qu'elle fasse figure de « modèle » pour l'avenir. La rupture des liens traditionnels peut aussi être recherchée dans le refus patronal de prolonger la collaboration avec les syndicats, une fois les premiers prêts gouvernementaux obtenus.

Quand ils ont cherché à rationaliser leurs entreprises, les patrons « se sont aperçus que les vieux travailleurs, l'absence d'un contrôle strict de la présence des ouvriers, les largesses, grevaient leur budget. Les rapports qui existaient depuis cinquante ans avec la classe ouvrière leur sont apparus inéconomi-ques... Désormais chaque groupe social cherchera une solution sans ou contre l'autre ».

Peut-on généraliser ce résultat ? Faut-il conclure qu'il est vraiment impossible d'introduire un changement — même très restreint — dans un appareil technico-économique sans que toutes les relations entre les différents groupes sociaux se trouvent transformées ?

Dans une certaine mesure, certainement, mais il faut tenir compte aussi de la persistance, de la résistance des équilibres anciens. Ainsi dans la Haute-Vallée de l'Aude, les changements introduits dans les usines reconverties ont troublé les esprits, re-structuré les représentations sociales ; pour autant ces changements ont été très insuffisants pour donner un nouvel élan et une nouvelle cohérence à la communauté ; ils ont surtout contribué à l'effriter, mais ils n'ont pas résorbé le chômage, ils ont

entretenu les conduites de « faiblesse sociale » (pour reprendre l'expression de Ledrut), de non-participation, propres aux chômeurs, « les atteintes à la cohésion sociale » portées par le sous-emploi permanent. En échange des traditions défuntes, ils n'ont pas apporté d'ordre nouveau. C'est pourquoi nous disions qu'une société ne constitue pas une totalité dynamique parfaite.

Tout naturellement, Moscovici est donc amené à envisager les problèmes de mobilité. Celle-ci lui apparaît (à juste titre, semble-t-il) comme la solution des contradictions et des incompatibilités remarquées dans la Haute-Vallée, comme « l'issue normale d'une situation où ne peuvent se réaliser qu'incomplètement les conséquences du changement en cours ». Nous touchons là le nœud de la difficulté et le problème qui reste à élucider : *comment distinguer « mobilité » et « changement en cours » ?* Moscovici ne songe pas à examiner la mobilité au sens où l'entend Mendras ; on en revient à la question : de quoi s'agit-il au juste ?

Il étudie les *disponibilités* envers la mobilité géographique, aux changements de métier ou de branche professionnelle, les attitudes à l'égard des changements techniques à l'intérieur de l'entreprise (introduction de machines modernes, amélioration des méthodes de travail, recherche de nouvelles fabrications) (1). Et il en vient naturellement à une critique du concept de mobilité. La mobilité « échappe de toutes parts à sa formulation chiffrée, aux métaphores géométriques » ; il faut *se garder de l'isoler de ses multiples liens*, de l'enchaînement de ses causes et de ses effets. Enfin il demande s'il s'agit bien d'une notion scientifiquement élaborée ou d'une simple indication d'une pluralité de phénomènes observables. Lui-même définit avec prudence la mobilité comme dénomination d'un ensemble d'événements ayant pour caractéristique commune un *déplacement réel ou symbolique*.

Il propose de distinguer la mobilité *osmotique* (celle qui se produit « de proche en proche, sans discontinuité notable », par exemple les départs d'ouvriers vers une autre commune de la même région où les attirent un même genre de travail, un même type de relations interpersonnelles), et la mobilité *transférentielle* (celle qui suppose une « transformation radicale de l'univers psychologique des individus » : celle du chapelier de l'Aude s'installant à Paris) ; la mobilité *constitutive* (lorsque le mouvement de la population travailleuse fait partie de la dynamique

(1) Il ressort que les chômeurs sont moins mobiles que les autres ; que mieux on est informé, plus on est favorable aux changements de toutes sortes, qu'« une solide éducation professionnelle, axée sur un métier donné, réduit la disponibilité » ; que la plasticité des travailleurs très jeunes ne doit pas être surestimée ; mais la fonction exacte des différents types de changements ne se dégage pas très nettement.

de la collectivité : les Basques partant en Argentine, les Bretons à Paris...) et la mobilité *fonctionnelle* (celle qui se manifeste lorsqu'une pression extérieure ou certaines conditions transitoires créent une disposition à la mobilité : ainsi en est-il pour les travailleurs de la Haute-Vallée).

Ce classement est suffisant pour différencier le domaine de la mobilité dans la perspective où se place Moscovici : celle des intentions, options, décisions, prévisions, c'est-à-dire dans une perspective plutôt psychologique (image de l'avenir, perception de l'espace social...). Mais cette perspective ne saurait suffire à une analyse de caractère sociologique.

Nous savons gré à S. Moscovici d'avoir si remarquablement mis en lumière les mécanismes du changement social dans une communauté restreinte ; ses analyses des phénomènes de mobilité appellent néanmoins quelques remarques :

1^o Il écrit que la mobilité échappe aux formulations chiffrées. Pourquoi davantage que tout autre phénomène social ? Sans doute les mesures statistiques, comme leur nom l'indique, ne peuvent convenir qu'à des données statiques, elles ne sont pas aptes à mesurer des mouvements mais elles ne sont pas les seuls instruments de mesure qui puissent s'appliquer aux phénomènes sociaux.

2^o Comme Lipset et Bendix, il tend à considérer la mobilité comme un signe de « vigueur sociale » ; dans le cas de la Haute-Vallée, elle peut aussi bien paraître un signe de faiblesse. Il faut au moins distinguer les phénomènes de mobilité dans une économie en expansion et dans une conjoncture économique de stagnation ou de récession.

3^o Enfin l'ouvrage de Moscovici aboutit lui aussi à rendre nécessaire des distinctions entre les différentes formes de mobilité.

Des analyses précédentes, il se dégage déjà une typologie (certes point exhaustive) des formes de mobilité sociale et professionnelle. On peut distinguer :

I. — Des *formes de mobilité individuelle* : ascension dans une échelle hiérarchique (avancement des fonctionnaires) ; passages d'un strate à un autre dans une société nettement stratifiée et de manière rigide (exemple des sociétés pré-industrielles).

II. — *Fluctuations collectives liées aux changements dans les répartitions entre catégories professionnelles*, à l'apparition et à la disparition de certaines catégories ; ces fluctuations dérivent directement des *nécessités de l'évolution technico-économique* : transferts de main-d'œuvre d'une région à une autre ; changements d'affectations dans le travail ; changements de métier ou de profession, etc.

On peut se demander comment se conjugue l'effet des motivations individuelles et des pressions externes. Il ne suffit pas de se demander pourquoi telle fraction des employés dans telle branche d'activité se dirige vers telle autre branche ; il faut aussi chercher pourquoi ce sont tels individus et non tels autres qui se laissent emporter par le courant.

III. — *Changements dans les rapports entre catégories sociales.* Alors même que les individus ne bougent pas géographiquement et ne passent pas d'une catégorie à une autre, les transformations technico-économiques entraînent des modifications dans les rapports entre catégories sociales : dans la Haute-Vallée de l'Aude, paysans, commerçants, ouvriers, patronat local..., ne se trouvent plus entretenir les mêmes relations après la crise et la reconversion qu'auparavant. Ils n'ont pas, à proprement parler, « bougé », et pourtant ils ne se situent plus de la même façon les uns par rapport aux autres. Convient-il encore dans ce cas de parler de « mobilité sociale » ? Rien n'y met obstacle, à condition de préciser de quel type de mobilité il s'agit, d'autant plus que ce troisième type de mobilité est inséparable du second.

Le véritable problème est celui des rapports entre les différents types de mobilité. Il devrait être étudié dans les grands centres industriels et administratifs, là où la mobilité est la plus rapide. La difficulté consiste à trouver quelles « coupes » il convient d'opérer dans la vie d'une grande cité pour y saisir dans leur unité les multiples manifestations de la dynamique sociale, pour percevoir, par exemple, tous les effets — noyés dans beaucoup d'autres — de la reconversion des entreprises ou branches industrielles dans un centre aussi important que Paris.